DIAL 3289

PANAMÁ - Un nouveau commencement ?

Sergio Rodriguez Gelfenstein

mercredi 9 juillet 2014, mis en ligne par Dial

DIAL ne se fait que trop rarement l'écho des événements et des luttes au Panamá. Cet article de Sergio Rodriguez Gelfenstein revient sur l'histoire du pays depuis le XIXe siècle jusqu'aux élections générales du 4 mai 2014 qui ont vu la victoire, pour l'élection présidentielle, de Juan Carlos Varela, candidat de l'Alliance « Le Peuple d'abord », formée par le Parti panameñiste et le Parti populaire. L'auteur fait partie de l'équipe de journalistes Baromètre international, qui publie régulièrement leurs articles sur le site DIAL - AlterInfos.

Le Panamá est le pays le plus jeune de l'Amérique hispanique. Il a à peine 110 ans. Partie intégrante de la vice-royauté de la Nouvelle Grenade, il s'est affranchi de la tutelle de l'Espagne, tout en continuant à faire partie de la Nouvelle Grenade — puis de la Colombie — jusqu'à ce qu'il devienne formellement un État indépendant, en novembre 1903. De nombreux Panaméens estimaient, depuis l'aube du XIXe siècle, que la région de l'isthme devait être indépendante, compte tenu des particularités qui avaient contribué à la formation de leur nation et l'impossibilité de communiquer par voie terrestre avec la partie continentale du territoire colombien. Cette situation perdure jusqu'à aujourd'hui. La jungle du Darién, connue justement sous le nom de « bouchon de Darién », est le seul endroit où la route panaméricaine est coupée sur son trajet de l'Alaska à la Terre de Feu.

Dès la moitié de XIXe siècle, les grandes puissances commencèrent à manifester de l'intérêt pour la région centre-américaine, en tant que voie de passage entre l'Océan pacifique et l'Atlantique. En 1850 les États-Unis et l'Angleterre signèrent le Traité Clayton - Bulwer par lequel ils s'engagèrent à exercer un contrôle conjoint de la région et à ne pas entreprendre unilatéralement la construction d'un passage transocéanique. Cependant, l'émergence des États-Unis comme première puissance mondiale raviva l'intérêt du pays du Nord à joindre ses côtes pacifique et atlantique, par la construction d'une voie aquatique.

Dans ces conditions le Traité Clayton - Bulwer devenait un obstacle aux intérêts expansionnistes des États-Unis. Ceux-ci cherchèrent donc un nouveau mécanisme d'entente avec l'Angleterre affaiblie et, en 1901, signèrent le Traité Hay - Pauncefote selon lequel la monarchie européenne, autrefois puissante, acceptait unilatéralement la construction d'un canal par les États-Unis, à la condition expresse qu'il ne soit pas militarisé. Néanmoins, un obstacle subsistait : l'opinion publique colombienne refusait d'accepter la cession d'une partie de son territoire à un État étranger. C'est ce qui conduisit les États-Unis à rechercher des alliés au Panamá, profitant de la revendication ancestrale et permanente d'indépendance, toujours latente chez les populations de l'isthme. Il serait ainsi possible de signer un accord avec ce nouveau pays qui permettrait de construire une voie interocéanique. Avec l'appui des États-Unis, le « Panaméen » d'origine française Buneau-Varilla organisa la sécession du Panamá vis-à-vis de la Colombie. L'insurrection séparatiste éclata alors qu'était présent le bateau de guerre états-unien Nashville. Le Nashville, stationné dans les eaux de la Caraïbe panaméenne, empêcha l'arrivée des troupes colombiennes et, le 4 novembre, l'indépendance fut déclarée ; elle fut reconnue par les États-Unis le 6 et, dès le 18 novembre 1903, fut signé le Traité Hay - Buneau-Varilla par lequel le Panamá cédait à perpétuité une frange de son territoire, dans le but de construire le canal. Ce territoire, en plus de servir de passage

entre les deux mers, devint la base où les États-Unis stationnèrent leur plus grand contingent militaire, hors de leur territoire, de l'hémisphère occidental.

La zone du canal, la plus importante voie interocéanique du monde, et la puissante structure militaire établie dans la zone conditionnèrent la vie politique et économique du Panamá, au cours du XXe siècle. Les destinées du pays furent conduites par des familles de l'oligarchie, loyales aux États-Unis. Un de ses dirigeants les plus en vue fut Arnulfo Arias qui occupa la présidence de la République, en plusieurs occasions, jusqu'à ce qu'il soit renversé, en 1969, par un soulèvement militaire organisé par Omar Torrijos. Ce dernier, en plus de réaliser de grandes réformes en matière de politique intérieure, entreprit, en politique extérieure, des rapprochements avec les pays non alignés et fit de la lutte pour la récupération du canal l'emblème le plus important de son action politique. Il lutta pour le renforcement de l'Amérique latine sur la scène internationale, ce qui lui valut d'être appuyé par les pays du continent, dans son combat pour reprendre le canal.

L'arrivée au pouvoir du président Jimmy Carter, la faiblesse du Parti républicain après le scandale de Watergate et la fragilisation sur le plan international des États-Unis, consécutive au renversement du Shah d'Iran, du général Somoza au Nicaragua, d'Amin Dada en Ouganda, tous alliés des États-Unis, l'établissement, sur l'île de la Grenade, d'un gouvernement distant de la puissance du nord, générèrent des conditions qui permirent de négocier, dans une conjoncture différente, la restitution du canal. C'est ainsi que, en 1977, furent signés les accords Torrijos - Carter, selon lesquels les États-Unis s'engageaient à quitter définitivement le Panamá au 31 décembre 1999. Un journaliste fit remarquer à Torrijos, qu'après la signature, il était entré dans l'histoire, ce à quoi le Général répondit : « Cela ne m'intéresse pas d'entrer dans l'histoire, ce qui m'intéresse est d'entrer dans le canal ».

Omar Torrijos mourut dans un accident aérien suspect en 1981, date à partir de laquelle se succédèrent au pouvoir des gouvernements appuyés par des militaires, de réputation douteuse, qui n'avaient ni le charisme ni l'appui populaire dont jouissait le Général Torrijos. Les États-Unis tirèrent parti de cette situation pour fomenter une intervention militaire sanglante qui résonne encore dans la mémoire du peuple panaméen. Il semblait que la politique du « gros bâton » s'abattait à nouveau sur l'Amérique latine, mais la situation mondiale, la crise du camp socialiste et l'affaiblissement de l'Union soviétique étaient alors les principales sources de préoccupation. Les troupes états-uniennes abandonnèrent peu après le territoire panaméen. Aux élections de 1999 triompha Mireya Moscoso dont le seul « mérite » était d'avoir été la dernière épouse du caudillo Arnulfo Arias ; néanmoins l'honneur lui revint de « renvoyer » les troupes états-uniennes et d'assurer la souveraineté définitive de Panamá sur le territoire du canal. Elle termina son mandat discréditée, accusée de graves faits de corruptions, de protection de terroristes et avec le taux de popularité le plus bas de tous les présidents panaméens.

Le Parti révolutionnaire démocratique (PRD), fondé par Torrijos, revint au gouvernement quand son fils Martín accéda à la présidence en 2004, mais lors des élections de 2009, Ricardo Martinelli, un homme d'affaire multimillionnaire, prit le pouvoir et dirigea le pays, comme une, parmi d'autres, des nombreuses compagnies de son juteux empire.

Le dernier lustre [1] fut marqué par une régression sans précédent dans l'histoire de l'isthme panaméen. Martinelli gouverna en marge de la constitution, entraînant une détérioration institutionnelle telle qu'elle devint le point de convergence des différents partis d'opposition qui se donnèrent pour objectif de battre celui qu'ils estimaient avoir dépassé les bornes. L'homme d'affaires président embaucha des employés de ses entreprises pour diriger les institutions de l'État, destituant illégalement ceux qui en assumaient les responsabilités, violant ainsi les normes constitutionnelles qui régissent les mécanismes d'accession à ces fonctions. Les abus de pouvoir, l'arrogance et l'usage de ressources démesurées durant la campagne électorale, dépassant la limite établie par la loi électorale, conduisirent à des élections marquées par le clientélisme gouvernemental, rejeté par l'opposition de droite comme de gauche.

Au niveau international, le Panamá sombra dans le plus grand discrédit de son histoire. Ce pays, auquel le canal permit, lorsqu'il était en démocratie, de construire une politique extérieure de neutralité et d'amitié avec les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe — héritage du legs de souveraineté et de respect du droit

international de l'ère Torrijos — sombra dans une situation d'abjection et de totale subordination aux diktats de Washington. Dans ce contexte, le Panamá fut le seul pays d'Amérique latine et de la Caraïbe qui, au sein de l'Organisation des États américains (OEA), appuya officiellement l'opposition violente qui tentait de renverser le régime légitime au Venezuela.

Le nouveau président, Juan Carlos Varela, militant d'un parti de la vieille oligarchie de l'isthme, ce qui l'a conduit à occuper le poste de vice-président et de chancelier dans le gouvernement de Martinelli, a pris ses distances par rapport à ce dernier, du fait de divergences profondes et grandissantes quant à la conduite de la politique. Dans le discours qui a suivi sa victoire, le soir du dimanche 4 mai dernier, il a adressé des propos conciliants aux forces politiques adverses qui étaient dans l'opposition à Martinelli. Il a refusé de se rendre au siège du Tribunal électoral pour se prêter à la formalité d'acceptation de la présidence, tant que le président sortant serait présent, ce dernier s'y étant rendu dans un acte clair d'ingérence dans les affaires d'un autre pouvoir de l'État, suscitant ainsi la crainte et la préoccupation des citoyens.

Varela informa l'opinion publique de ce que, à une heure avancée de la nuit, il s'était entretenu avec le Président Maduro — qui l'avait appelé pour le féliciter de son élection — et qu'il l'avait assuré de sa volonté de rétablir les relations entre les deux pays, rompues depuis l'intrusion grossière du gouvernement sortant dans les affaires du Venezuela.

De son côté, Martinelli devra faire acte de « magie » pour remettre en bonne et due forme les comptes de son gouvernement durant lequel la dette extérieure du pays est passée d'environ 15 milliards à un peu plus de 27 milliards de dollars, une augmentation inexplicable de 70% en 5 ans. Par ailleurs, la justice italienne l'a sommé de rendre des comptes sur un cas de corruption retentissant dans lequel son gouvernement et lui même sont impliqués.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3289.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : Barómetro Internacional, 6 mai 2014.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Période de cinq ans — note DIAL.